

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Consommateurs

♦ Le Conseil "consommateurs" du 21 mai dernier a longuement débattu de la proposition de règlement sur la "promotion des ventes". Les Etats membres ont exprimé des positions divergentes, notamment sur : l'harmonisation large des législations nationales ou l'application du principe de reconnaissance mutuelle ; la question de la vente à perte ; la pertinence de l'application de la même réglementation aux relations entre professionnels et entre professionnels et consommateurs ; la nature de l'instrument juridique : règlement ou directive ; la base juridique, en liaison avec la nouvelle "Stratégie pour la politique des consommateurs" adoptée par la Commission le 7 mai dernier (voir point ci-dessous) : article 95 "marché intérieur" (comme le propose la Commission) ou aussi article 153 "protection des consommateurs". Le projet de règlement sera soumis en première lecture au Parlement européen courant juin.

♦ La Commission a adopté le 7 mai dernier sa nouvelle "Stratégie pour la politique des consommateurs 2002-2006" (COM (2002) 208). Selon la Commission, la notion de politique des consommateurs recouvre la sécurité des consommateurs, les questions économiques et juridiques, l'information et l'éducation des consommateurs, la promotion des organisations de consommateurs et leur contribution conjointe à l'élaboration de la politique des consommateurs. Les questions de sécurité alimentaire, traitées par ailleurs, n'entrent pas dans le cadre de cette stratégie. Les objectifs de cette stratégie sont, notamment, de "faciliter l'intégration des préoccupations des consommateurs dans toutes les autres politiques de l'Union, [...] et préparer à l'élargissement". Le document de la Commission est consultable sur le site europa.eu.int/comm/consumers/policy/intro.

Comme pour le Livre vert sur la protection des consommateurs, le CELSIG fera connaître ses observations sur ce document dans un prochain bulletin.

Transports

♦ **Maritime** : Le Conseil informel "transport" de Gijon, des 31 mai/2 juin derniers, a invité les Etats membres à définir un plan d'actions pour le développement du transport maritime à courte distance ("cabotage") dans l'Union. Les éléments essentiels de la stratégie sont la simplification des procédures administratives et douanières, l'amélioration des infrastructures et des services d'interconnexion entre maritime et ferroviaire, l'harmonisation technique. Le cabotage n'a cessé de croître depuis les années 70, il représente aujourd'hui 40% du trafic de marchandises (route: 45% ; rail : 8%) et est particulièrement concurrentiel sur les longues distances (distance moyenne pour une tonne de marchandise : cabotage 1385 km, rail 300, voie d'eau 270, route 100). Cependant, les positions des Etats membres divergent sur les moyens pour développer le cabotage : ceux du Nord estiment que l'Etat doit alléger les procédures administratives et ceux du Sud souhaitent des interventions plus volontaristes. La Commission a rappelé que les aides publiques sont interdites. Les résultats de cette stratégie seront évalués fin 2004, sous présidence néerlandaise. .../.

Consumers

♦ The "Consumers" Council held on 21st May discussed, at length, the regulation proposal on "sales promotion". Member States expressed divergent opinions, in particular, on: "the wide harmonisation of national legislations or the implementation of the principle of mutual acknowledgement; the question of sales at a loss; the relevance of the application of the same rules in relations between professionals themselves and between professionals and consumers; the nature of the legal instrument: regulation or directive; the legal base in relation with the new "Consumers Policy Strategy" adopted by the Commission on 7th May (see the next paragraph); article 95 "internal market" (as proposed by the Commission) or, also, article 153 "protection of consumers". The regulation draft will be submitted for the first reading in the European Parliament before the end of June.

♦ On 7th May the Commission adopted the new "Consumers Policy Strategy 2002-2006" (COM (2002) 208). According to the Commission, the notion of consumers policy covers the safety of consumers, the economic and legal questions, informing and educating consumers, the promotion of consumer organisations and their joint contribution to the preparation of consumers' policy. Questions of food security dealt with, in addition, do not come under the framework of this strategy. The objectives of this strategy are, notably, to "facilitate the integration of consumers' preoccupations into all other policies of the Union, [...] and to get ready for the enlargement". The Commission's document can be consulted at, europa.eu.int/comm/consumers/policy/intro.

Just as was the case for the green paper on the protection of consumers, CELSIG will make known its observations on this document in a future bulletin

Transports

♦ **Maritime**: The informal Council of "transport" held at Gijon from 31st May to 2nd June, called on Member States to draw up action plans for the development of Short Distance Maritime transports ("cabotage"), in the Union. The key elements of the strategy are, simplification of administrative and custom procedures, improvements of infrastructures and of interconnection services between maritime and railways transports, harmonisation of techniques. Cabotage has never ceased to grow since the 1970s, today, it represents 40% of the goods transported (road: 45%, railways: 8%) and it is particularly competitive over long distance transportation (medium distance for a tonne of goods: cabotage 1385 km, railways 300 km, waterways 270 km, route 100 km). However, different positions taken by Member States on how to develop cabotage diverge: countries in the North feel that the State should simplify administrative procedures and, those in the South wish for more voluntary interventions. The Commission recalled that public aid is prohibited. Results of this strategy will be assessed end 2004 under the Dutch presidency. .../.

♦ **Galileo** : Les statuts de l'entreprise commune sont entrés en vigueur le 28 mai dernier. L'acte constitutif de l'entreprise n'a pas encore été signé parce que les contributions proposées par les Etats membres dépassent ce qui était attendu (125%) et certains vont devoir les revoir à la baisse (notamment Allemagne et Italie). Ce succès s'explique par le fait que Galileo fonctionnera selon la règle du "retour industriel" en vertu de laquelle les contrats sont attribués selon le niveau de contribution.

♦ **Transport combiné** : Dans un rapport relatif au transport combiné et à l'application de la directive 92/106/CEE entre 1996 et 1999 (COM (2002) 215), la Commission note que la plupart des Etats n'ont pas utilisé pleinement les moyens fiscaux offerts par la législation communautaire pour atténuer les coûts externes ("impact négatif") du transport routier.

Responsabilité sociale de l'entreprise

Le Parlement européen a adopté, le 30 mai dernier, le rapport non législatif de Richard Howitt (PSE Royaume Uni) sur la responsabilité sociale de l'entreprise qui propose l'instauration d'un cadre réglementaire renforcé en complément de l'initiative purement volontaire proposée par la Commission. Le Conseil économique et social, pour sa part, déplore que le Parlement veuille aller au-delà des mesures purement volontaires. La Commission publiera cet été une communication sur la responsabilité sociale des entreprises.

Cour de justice

Actions réservées à l'Etat en cas de privatisation d'entreprises : La Cour vient de rendre deux arrêts (C-367/98 et C-483/99) par lesquels elle condamne le dispositif dérogatoire mis en place par la France et le Portugal lors de la privatisation d'entreprises réservant à l'Etat un dispositif d'actions spécifiques (golden shares) afin de bloquer les prises de participations, notamment étrangères. Elle a, en revanche, validé la réglementation belge (arrêt C-503/99).

La Cour avait été saisie par la Commission de la question des golden shares sur trois affaires. Dans le cas de la Belgique (société Distrigaz), la Cour a considéré que les dispositions de la loi qui ont pour seul but de garantir l'approvisionnement national minimum en gaz naturel en cas de menace réelle et grave, et qui soumettent l'intervention de l'Etat à un cadre strict connu à l'avance et à un contrôle judiciaire, sont compatibles avec le droit communautaire. Dans le cas de la France (société Elf Aquitaine), la Cour estime que si l'objectif poursuivi (garantie d'approvisionnement en produits pétroliers en cas de crise) relève de l'intérêt général, les mesures pour l'atteindre sont contraires au principe de sécurité juridique et vont manifestement au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre le but indiqué. Les dispositions prises par la France "constituent une atteinte grave à la libre circulation des capitaux, qui peut aboutir à l'exclusion de cette dernière". En ce qui concerne les dispositions législatives portugaises, la Cour estime que des motifs de nature économique invoqués à l'appui d'une procédure d'autorisation préalable ne peuvent constituer une justification valable à la restriction de circulation. (voir également bulletin 61 et 84).

♦ **Galileo**. The statutes of the joint undertaking became effective on 28th May. The setting up Act has yet to be signed because contributions proposed by Member States have gone beyond what was expected (125%) and, some will have to reduce their proposals (particularly Germany and Italy). This success is explained by the fact that Galileo will operate on the principle of "industrial return" through which contracts are attributed on the basis of the level of contribution made.

♦ **Combined transport**: In a report concerning combined transport and the implementation of directive 92/106/CEE between 1996 and 1999 (COM/2002) 215), the Commission observes that most States have underused fiscal means provided by the Community legislation which are at their disposal to reduce external costs ("negative impact") of the road transport.

Corporate Social Responsibility

On 30th May the European Parliament adopted a non legislative report by Richard Howitt (PSE United Kingdom) on the corporate social responsibility that proposes the establishment of a reinforced regulation framework, complementing one which is purely voluntary, proposed by the Commission. The Social and Economic Commission, on its part, regrets the facts that the Parliament wishes to go beyond measures that are purely voluntary. The Commission will this Summer publish a communication on Corporate Social responsibility.

Court of Justice

Reserved prerogatives of the State in the context of privatisation of undertakings: The court has passed two judgements (C-367/98 and C-483/99) by which it disapproves legislative exemption measures established by France and Portugal, in the context of privatisation, providing the State with special means of control (golden shares) in order to limit participation, in particular, of non-nationals. It however considered the Belgian regulations to be valid (judgement C-503/99).

The matter was referred to the Court by the Commission on the question of golden shares in three cases. In the Belgian case (firm Distrigaz), the court deemed that the clauses of the law whose only objective is to maintain minimum supplies of natural gas in the event of a real and serious threat and which subject the State's intervention to strict measures which are known in advance and are open to review by the courts, are compatible with the Community law. In the case of France (firm Elf Aquitaine), the Court considers that although the objective pursued (guarantee of supplies of petroleum products in the event of a crisis) falls within the ambit of a legitimate general interest, the measures in issue are contrary to the principle of legal certainty and clearly go beyond what is necessary in order to attain the objective indicated. Measures taken by France "constitute a serious impairment of the fundamental principle of the free movement of capital, which could lead to its exclusion". In what concerns Portuguese legislative measures, the court points out that such economic grounds, put forward in support of a prior authorisation procedure, can never serve as valid justification for restrictions on freedom of movement. (see also bulletin 61 and 84).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.